

Rapport mondial du PGO

Services publics

Eau, assainissement et hygiène

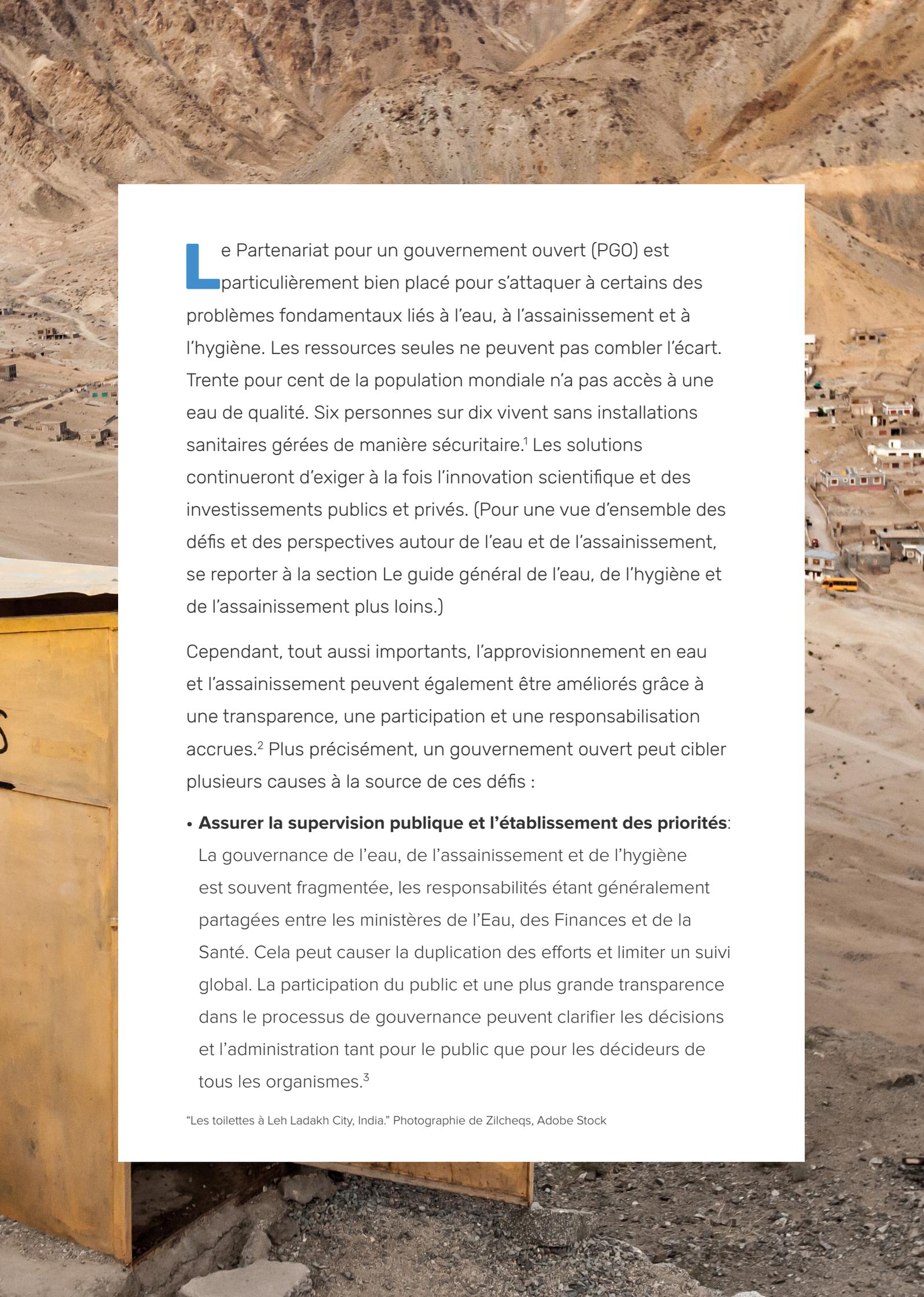
Principaux éléments

L'amélioration du gouvernement ouvert procure des avantages significatifs pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (aussi connu sous l'appellation WASH). Des collectivités saines et plus engagées renforcent l'infrastructure, créent de la stabilité et stimulent une croissance qui donne des résultats plus inclusifs et durables. À ces fins importantes, les pays du PGO peuvent signaler certaines mesures de progrès.

Cependant, malgré leurs succès et les nombreux avantages plus importants qu'ils représentent, ces éléments des services publics demeurent parmi les domaines les moins étudiés dans les plans d'action du PGO, avec seulement neuf membres mettant actuellement en œuvre des engagements pertinents. En se fondant sur l'analyse de données provenant de tiers, les membres du PGO peuvent s'appuyer sur les travaux existants et continuer à améliorer l'accès et la qualité des services grâce à des engagements de gouvernements ouverts qui tiennent compte des éléments suivants :

- **Données relatives au domaine de la politique** : La plupart des membres du PGO recueillent et publient des données sur les points de service et les ménages. Cependant, ces données ne sont pas ventilées pour les unités géographiques plus petites, ne sont pas interexploitables entre les emplacements et les licences ne permettent généralement pas leur réutilisation, ce qui crée une mosaïque de données qui est souvent difficile à intégrer et à exploiter.
- **Renseignements sur le processus d'élaboration des politiques** : La plupart des pays du PGO ayant mis en place des plans pour l'assainissement et l'eau potable, les données sur les dépenses financières ne sont pas disponibles dans un grand nombre de pays et les systèmes de suivi sont souvent inefficaces.
- **Participation et responsabilisation** : La plupart des pays du PGO ayant mis en place une participation et des institutions de responsabilisation dans tous les sous-secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, très peu d'entre eux ont une forte participation et moins de la moitié d'eux déclarent que les sous-secteurs disposent de mécanismes de plainte.
- **Dépenses pour les populations vulnérables** : La plupart des pays du PGO ont des plans d'accès pour les populations vulnérables, mais très peu d'argent (par rapport à leur taille) est dépensé ou fait objet d'un suivi dans l'atteinte de ces populations.





Le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) est particulièrement bien placé pour s'attaquer à certains des problèmes fondamentaux liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Les ressources seules ne peuvent pas combler l'écart. Trente pour cent de la population mondiale n'a pas accès à une eau de qualité. Six personnes sur dix vivent sans installations sanitaires gérées de manière sécuritaire.¹ Les solutions continueront d'exiger à la fois l'innovation scientifique et des investissements publics et privés. (Pour une vue d'ensemble des défis et des perspectives autour de l'eau et de l'assainissement, se reporter à la section Le guide général de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement plus loin.)

Cependant, tout aussi importants, l'approvisionnement en eau et l'assainissement peuvent également être améliorés grâce à une transparence, une participation et une responsabilisation accrues.² Plus précisément, un gouvernement ouvert peut cibler plusieurs causes à la source de ces défis :

- **Assurer la supervision publique et l'établissement des priorités:**

La gouvernance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est souvent fragmentée, les responsabilités étant généralement partagées entre les ministères de l'Eau, des Finances et de la Santé. Cela peut causer la duplication des efforts et limiter un suivi global. La participation du public et une plus grande transparence dans le processus de gouvernance peuvent clarifier les décisions et l'administration tant pour le public que pour les décideurs de tous les organismes.³

“Les toilettes à Leh Ladakh City, India.” Photographie de Zilcheqs, Adobe Stock



“Point d'eau public.” Yémen.” Photographie de Foad Al Harazi, Banque Mondiale

- **Réduire le risque de corruption** : En outre, les projets concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont souvent d'importants contrats d'infrastructure, créant de grands risques de corruption.⁴ Mettre l'accent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène au sein du PGO peut aider à accélérer la transparence, la participation et la responsabilisation dont le secteur a tant besoin.
- **Déterminer les facteurs de mauvaise qualité et d'accès** : Une eau de mauvaise qualité en quantité insuffisante peut résulter d'un manque d'information sur sa salubrité, d'un manque d'information sur ce qui (ou qui) cause le problème, ou les deux. Un gouvernement ouvert contribue à garantir que le public a accès à l'information sur la qualité de l'eau dans le milieu et au point de service, ainsi qu'à l'information sur les parties prenant les décisions et, dans certains cas, sur sa pollution ou sa surutilisation. Par exemple, il a été démontré que les registres des transferts de polluants, qui publient les rejets de toxines des installations privées, entraînent une baisse des cours des actions pour les gros pollueurs.⁵
- **Instaurer une responsabilité officielle pour les décisions et les actions** : Bien que de nombreux problèmes d'accès médiocre ou de services de mauvaise qualité ne soient pas le résultat d'actes répréhensibles, la responsabilisation peut contribuer à améliorer l'efficacité. Il a été démontré que le fait de s'assurer que les responsables ont le devoir de répondre aux demandes de renseignements du public et d'assurer le suivi de la divulgation améliore la qualité au fil du temps.
- **Améliorer l'équité** : Dans certains cas, une approche participative peut renforcer la prise de décision de scientifiques ou de la majorité. Des données récentes provenant du Burkina Faso laissent penser que, dans un pays démocratique, l'élargissement des processus électoraux basés sur la majorité

avec la participation en personne de groupes sous-représentés peut favoriser des résultats plus équitables.⁶

- **Améliorer la légitimité de la prise de décision** : Des données récentes provenant du Costa Rica montrent que les communautés dotées de comités publics sur l'eau plus forts et de règles claires en matière de perception des tarifs ont un meilleur rendement en ce qui concerne l'approvisionnement en eau des communautés rurales et le recouvrement des coûts.⁷

Dans l'ensemble, répondre aux besoins des communautés du monde entier exigera une ambition plus élevée qu'on ne l'a vu jusqu'à présent. Compte tenu de l'importance de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que du rôle unique que le PGO peut jouer pour soutenir le développement et la réalisation d'engagements plus ambitieux, ce domaine a été identifié comme étant un thème prioritaire du PGO.

Les différentes approches prises par un gouvernement ouvert pour améliorer l'eau et l'assainissement peuvent être classées en quelques catégories. En fin de compte, l'objectif est d'améliorer la qualité du service grâce à une plus grande responsabilisation à l'égard des résultats. Pour ce faire, il faut améliorer les données qui aident à la prise de décisions, l'ouverture du processus décisionnel lui-même et les mécanismes de participation et de responsabilisation pour les décisions.

- 1 Données relatives au domaine de la politique** : Les pays du PGO doivent minimalement avoir des données accessibles sur les services publics de base. Ces données fournissent des informations transparentes sur le niveau de service fourni, ainsi que sur la distribution de ces services. Pour comprendre les services WASH, il est essentiel d'accroître la transparence de l'information sur des aspects du service tels que l'équité (y compris l'équité entre les régions rurales et urbaines, le sexe et le statut économique), la qualité et la

fiabilité du service, la durabilité des systèmes et les changements au fil du temps. Des contraintes particulières à l'intérieur des pays du PGO sont expliquées plus loin dans la section Données de gouvernance.

2 Renseignements sur le processus d'élaboration des politiques

L'accent est mis sur l'ouverture des décisions déterminant les services WASH. L'accès à l'information peut être amélioré pour :

- a) les décisions en matière de planification et d'investissement;
- b) les données budgétaires (y compris les tarifs, les subventions et les taxes);
- c) la publication des niveaux de service et l'amélioration de leur transparence;
- d) les demandes relatives aux processus d'approvisionnement. L'état d'avancement des efforts en matière d'accès à l'information est présenté ci-dessous.

3 Participation et responsabilisation

Les engagements à cet égard peuvent aller de la budgétisation participative à l'introduction de mesures de responsabilisation, telles que la surveillance par les citoyens. Il est important de noter que ces interventions peuvent également évaluer comment différentes populations, y compris les hommes et les femmes, ont accès à l'eau et aux autres services d'assainissement municipaux et s'en servent. Il peut s'agir d'interventions ponctuelles ou de la participation du public à la prise de décisions officielles. En voici quelques exemples :

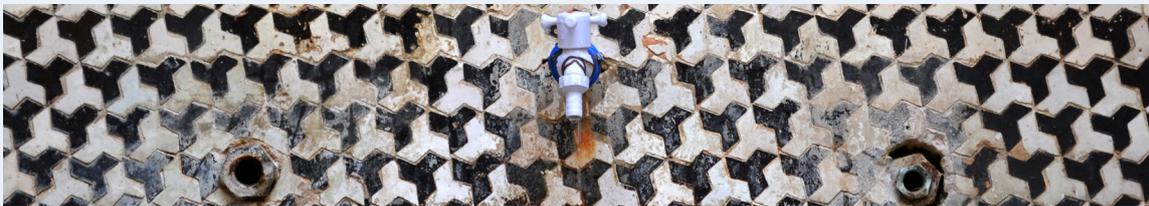
- *Services municipaux d'approvisionnement en eau* : Les citoyens et la société civile peuvent aider à responsabiliser les prestataires de services.
 - Organismes de réglementation : Les grandes régions urbaines sont généralement dotées d'une structure de surveillance, qu'il s'agisse d'un organisme de réglementation ou d'un office des services d'approvisionnement en eau. Dans ces cas, la participation peut consister à aviser l'organisme de surveillance de toute violation de l'entente de service et à veiller à ce que les actions à proscrire n'aient pas lieu. Dans de nombreux endroits, les citoyens ont des rôles officiels au sein des commissions des services publics et les commissions doivent tenir des réunions et des audiences publiques. De cette façon, les communautés peuvent appuyer la surveillance et la prise de décisions, à la fois au nom

d'un fournisseur de services et afin de tenir le fournisseur de services responsable. Par exemple, le gouvernement du Honduras s'est engagé à établir des unités locales de supervision et de responsabilisation par l'entremise de la Water Regulatory Authority.⁸

- *Systèmes de rapports et science citoyenne* : Plusieurs régies des eaux, y compris la régie du Royaume-Uni et celle du Kenya, disposent d'outils de signalement des fuites par téléphone mobile. Ces outils permettent aux collectivités de rendre compte directement de problèmes à un service public afin d'accélérer les interventions. Dans d'autres cas, comme celui des efforts scientifiques des citoyens aux États-Unis, la surveillance communautaire est utilisée pour surveiller la conformité réglementaire des services publics.
- *Contextes ruraux* : Dans ces cas, le fournisseur de services est souvent un comité communautaire de l'eau, une équipe de bénévoles chargés d'assurer le fonctionnement d'une pompe manuelle ou d'un petit système de canalisations. La participation peut comprendre le fait de s'assurer que le comité de l'eau tienne des réunions régulières avec la communauté avec un espace pour déposer des griefs. Une autre option pourrait être d'utiliser les élections régulières du comité de l'eau pour encourager une gestion qui réponde aux besoins de la communauté.
- *Échelle nationale* : La participation sur le plan national est particulièrement importante pour façonner les politiques et la législation, ainsi que pour diriger les budgets. Les ministères nationaux (c'est-à-dire les ministères de l'Eau, de la Santé et des Finances) déterminent quelles lois guident les services d'eau et d'assainissement et, surtout, comment le financement est attribué. La société civile peut jouer un rôle clé en aidant à concevoir des politiques de l'eau et de l'assainissement qui répondent aux besoins des communautés et la budgétisation participative peut aider à déplacer les investissements là où ils sont les plus nécessaires. (Voir l'encadré « Leçons à tirer des réformateurs : Uruguay », pour un exemple d'un gouvernement prenant cette approche dans leur plan national de l'eau, faisant partie de leur plan d'action de PGO.)



Le guide général de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement



"Fontaine d'eau publique à Marrakech, Maroc." Photographie de Martn, Adobe Stock

Peu de domaines de politiques présentent un potentiel d'incidence à grande échelle comme l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). En 2015, 30 % de l'humanité n'avait pas accès à des services d'eau potable bien gérés. L'assainissement était encore plus urgent, plus de 30 % de la population mondiale n'ayant même pas accès aux services de base.⁹

L'amélioration de l'accès des ménages à l'eau potable, un assainissement propre et de bonnes habitudes d'hygiène améliorent la santé et ont des effets supplémentaires importants.

- **Fardeau de la maladie :** Il est estimé que l'accès aux services WASH peut réduire le risque de diarrhée de 19 à 50 %.¹⁰ Parmi les autres effets sur la santé, mentionnons la réduction du retard de croissance¹¹ et de l'incidence des maladies tropicales¹² négligées, comme l'helminthiase transmise par le sol, la schistosomiase, le trachome et la filariose lymphatique. Collectivement, l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pourrait réduire jusqu'à 10 % de la charge mondiale de maladies.¹³
- **Croissance économique et stabilité:** L'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène va bien au-delà des considérations d'efficacité en matière de soins de santé. L'eau propre et des travailleurs en bonne santé sont les principaux moteurs de la croissance

économique, et cet effet ne se limite pas aux pays en développement.

- En Asie de l'Est, chaque dollar investi dans l'eau potable et l'assainissement rapporte 5,30 \$ américain.¹⁴
 - De la même manière, aux États-Unis, chaque emploi créé dans les industries locales de l'eau et des eaux usées crée près de quatre emplois à l'échelle nationale.¹⁵
 - Il est de plus en plus évident que l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène améliore également l'éducation,¹⁶ contribue aux efforts de paix,¹⁷ améliore les bassins versants et la biodiversité et, ce qui est peut-être le plus important, améliore l'égalité des sexes.¹⁸
- **Incidence selon le sexe :** Chaque aspect de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène affecte les femmes de façon disproportionnée,¹⁹ et ce, à toutes les étapes de leur vie. Les femmes et les filles sont le plus souvent responsables de la collecte de l'eau pour leur famille, consacrant collectivement plus de 200 millions d'heures chaque jour à cette tâche.²⁰ En plus d'une perte de temps précieux, les longues randonnées pour aller chercher de l'eau exposent les femmes à un risque important de violence et de blessures.²¹ Pour les jeunes femmes fréquentant l'école, l'insuffisance des

installations d'hygiène et d'assainissement en contraind beaucoup à manquer l'école pendant leurs règles.²² De plus, les femmes étant le plus souvent les principales dispensatrices de soins, toute amélioration apportée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène bénéficie également aux familles. Par conséquent, la collecte et la publication des données sont essentielles pour surveiller, évaluer et régler ces questions.

Le besoin de services d'eau et d'assainissement de base ne concerne pas seulement les ménages. Dans les pays en développement comme dans les pays développés, l'ensemble des communautés est également confronté à de graves lacunes.

- **Écoles** : Près d'un tiers des écoles dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable de base et à peu près autant d'écoles ne disposent pas d'installations sanitaires suffisantes.²³ Ce problème ne se limite pas aux pays en développement, puisqu'il y a des problèmes majeurs d'eau potable dans les écoles publiques aux États-Unis²⁴ et au Canada.²⁵
- **Établissements de soins de santé** : Selon une enquête menée auprès de plus de 50 pays à revenu faible et intermédiaire, près de 40 % des établissements de soins de santé n'ont même pas un accès de base aux services d'approvisionnement en eau.²⁶
- **Lieux de travail et autres lieux à l'extérieur du ménage** : Les données internationales suggèrent que l'accès à des services d'eau et d'assainissement de qualité est en fait inférieur à celui des ménages dans des lieux extérieurs aux ménages. Cette situation est particulièrement critique dans les contextes d'utilisation de lieux temporaires, les rassemblements de masse et les populations dispersées.²⁷

Objectif universel : Pas seulement pour les pays en développement :

Les politiques et la recherche internationales reconnaissent maintenant clairement que les lacunes dans les services d'eau et d'assainissement ne sont pas seulement un défi que rencontrent des pays en développement. Leur portée est beaucoup plus étendue, ce qui a des répercussions sur les économies de toutes tailles.

- **Objectif universel** : Dans une transition nette des Objectifs du millénaire pour le développement, les Objectifs de développement durable reconnaissent la nature critique des défis liés à l'assainissement de l'eau et il fut fixé un objectif en matière d'eau (objectif 6), reflétant à la fois la gestion des bassins versants et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Autre changement par rapport à l'époque des Objectifs du millénaire pour le développement : les Objectifs de développement durable sont conçus en tant qu'« appel à l'action de tous les pays, pauvres, riches et à revenu intermédiaire. »²⁸
- **L'assainissement dans les pays riches** : Le traitement des eaux usées demeure un défi pour les pays plus industrialisés. De nombreuses grandes villes du monde entier utilisent des systèmes combinés d'égouts pluviaux, qui pompent les eaux usées non traitées directement dans les rivières, les ruisseaux et les étangs lorsque les eaux pluviales dépassent la capacité de traitement. Au Canada, plus de 100 millions de mètres cubes d'eaux usées non traitées et d'eaux pluviales polluées se sont déversés directement dans les cours d'eau en 2016. Le Royaume-Uni compte jusqu'à 31 000 points de débordement des égouts unitaires, ce qui réduit la qualité de l'eau sur des centaines de plages à travers le pays.²⁹
- **Équité** : Les communautés à faible revenu,



les communautés autochtones et les communautés autrement marginalisées étant confrontées à des défis uniques, les économies avancées doivent également relever des défis majeurs en fait d'équité des services WASH. Aux États-Unis, près de 1,6 million de personnes n'ont pas accès à des services d'eau et d'assainissement; les familles afro-américaines sont deux fois plus susceptibles que les familles blanches de vivre sans plomberie moderne.³⁰ Flint, au Michigan, où les problèmes de qualité de l'eau ont fait la une des journaux du monde entier, a le taux de pauvreté le plus élevé de toutes les villes des États-Unis. À Flint, en particulier, ces problèmes sont directement liés aux préoccupations relatives à l'accès à l'information et à la responsabilisation, car l'insuffisance des données sur la qualité de l'eau et la responsabilité des décideurs ont retardé le rétablissement d'une eau saine pour la collectivité.³¹

Une approche différenciée pour les sous-secteurs

En conceptualisant le problème, il est important de faire la distinction entre l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les solutions doivent refléter la diversité des normes institutionnelles et culturelles d'une communauté à l'autre, de part et d'autre des frontières.

Par exemple, l'eau rend les autres droits possibles; sans eau, on ne peut ni voter, ni posséder de biens, ni vivre.³² De plus, le droit à l'eau est également considéré par certains comme un droit en soi, affirmé par la législation nationale, comme dans la constitution sud-africaine. Bien qu'il s'agisse d'un bien public dans de nombreux endroits, les gens continuent aussi de s'approvisionner en eau auprès de fournisseurs privés ou dans des ressources communes.

Si l'assainissement permet également d'exercer d'autres droits, l'assainissement et l'hygiène sont plus souvent traités comme une responsabilité privée et décentralisée, ce qui fragmente encore plus la gouvernance. Néanmoins, les gouvernements jouent un rôle important en matière d'éducation, de surveillance, d'orientation réglementaire et d'incitatifs financiers. Ces différentes responsabilités déterminent le rôle que peut jouer un gouvernement ouvert dans chaque sous-secteur.



LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Plan national de l'eau de l'Uruguay

La réforme constitutionnelle de 2004 en Uruguay a aboli la privatisation des services d'eau et d'assainissement. Cette réforme témoigne d'un intérêt public important pour la gouvernance de l'eau et de l'assainissement. En 2010, le gouvernement a lancé un plan national de l'eau pour mettre en œuvre la réforme constitutionnelle. En raison de sa conception, il devait inclure les perspectives, les préoccupations et les propositions de divers secteurs de la société. Pour atteindre ses objectifs inclusifs, le gouvernement a pris les mesures suivantes :

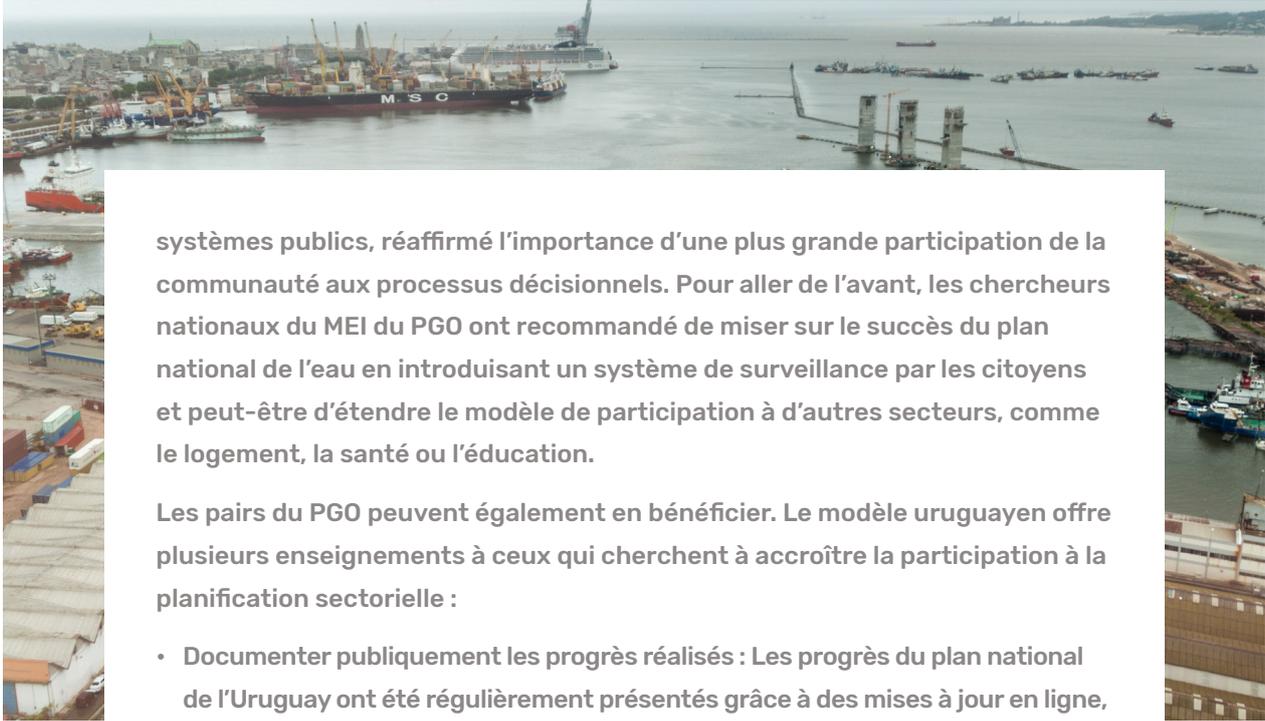
- ancement d'un processus de dialogue pour le plan national;
- Tenue de discussions officielles sur le plan national, comme l'exigent les lois pertinentes;
- Création d'espaces de discussion officiels avec au moins quatre réunions publiques et publication en ligne des résultats des discussions;
- Sensibilisation par l'introduction du plan national dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau.

L'approche concertée de l'Uruguay en matière d'engagement communautaire a fonctionné. Le processus de planification a connu des progrès importants au cours des dernières années :

- Plus de 1 500 personnes ont participé à des discussions officielles dans tout le pays, notamment des fonctionnaires, des parlementaires, des ministères, des universitaires, des organisations sociales, des syndicats, des médias et des citoyens.
- L'Université de la République a dirigé avec succès un projet d'engagement des citoyens, tirant parti des plateformes préexistantes telles que les comités régionaux de l'eau et les commissions de bassin versant.
- À la suite de la vaste participation d'intervenants, leurs commentaires ont été pris en compte dans l'élaboration finale du plan national. Approuvé avec succès aux plus hauts niveaux du gouvernement, le plan final a défini dix programmes et 30 projets et jeté les bases de la formulation de plans et de locaux régionaux à l'échelle du bassin.

Il est important de noter que l'approche de l'Uruguay a renforcé les





systèmes publics, réaffirmé l'importance d'une plus grande participation de la communauté aux processus décisionnels. Pour aller de l'avant, les chercheurs nationaux du MEI du PGO ont recommandé de miser sur le succès du plan national de l'eau en introduisant un système de surveillance par les citoyens et peut-être d'étendre le modèle de participation à d'autres secteurs, comme le logement, la santé ou l'éducation.

Les pairs du PGO peuvent également en bénéficier. Le modèle uruguayen offre plusieurs enseignements à ceux qui cherchent à accroître la participation à la planification sectorielle :

- **Documenter publiquement les progrès réalisés :** Les progrès du plan national de l'Uruguay ont été régulièrement présentés grâce à des mises à jour en ligne, assurant ainsi une transparence totale dans le processus de développement. Cela a contribué à créer un élan autour du processus.
- **Garantir un soutien institutionnel :** Au-delà de la simple réponse à une exigence légale, ce processus a reçu l'appui du Bureau du président. Cet établissement des priorités de haut niveau peut accélérer les progrès et contribuer à assurer le succès.
- **Tirer parti des institutions existantes :** Plutôt que de créer de nouvelles structures, pour faciliter la participation, les intervenants ayant pris part à l'élaboration du plan national ont sollicité les commentaires d'institutions existantes telles que les comités régionaux de l'eau. Cette approche peut renforcer la légitimité du processus en permettant à des parties prenantes bien intégrées de travailler ensemble et également d'accélérer le processus en évitant le travail fastidieux de développement de nouvelles plateformes d'intervenants.

.....
Photographie de Matyas Rehak, Adobe Stock

Les frontières des services WASH dans le PGO

Les membres du PGO ont mis en œuvre diverses réformes liées à l'accessibilité, à la transparence de la gestion et à la responsabilité publique en matière d'eau et d'assainissement. Avec des engagements allant de la cartographie numérique des points d'accès à l'eau potable à une collaboration accrue entre les locataires et les propriétaires dans l'expansion des systèmes d'assainissement, ces réformes peuvent offrir de vastes possibilités d'amélioration de la qualité de vie pour toutes et tous.

Cependant, malgré ces réussites, WASH continue d'être, par rapport à d'autres domaines de politique publique, largement sous-explorés dans les plans d'action du PGO :

- Vingt-cinq membres du PGO ont inclus des engagements relatifs à l'eau à un moment donné dans leurs plans d'action depuis 2012 (neuf d'entre eux mettront en œuvre des engagements pertinents à partir de 2019). Comparons ce chiffre à celui de l'éducation ou des industries extractives, qui est plus de deux fois plus élevé. Certains de ces engagements sont liés à la gestion environnementale de l'eau, plutôt qu'à l'eau de consommation, de

nettoyage et de lavage.

- Les 25 membres ont pris un total de 39 engagements relatifs à l'eau, dont 30 ont été évalués par le MEI et neuf sont activement mis en œuvre dans huit membres.
- Le MEI n'a attribué une étoile qu'à un seul engagement (ce qui est faible par rapport à d'autres domaines politiques; moins de 3 % contre 9 % pour les engagements non WASH). (Ceci est présenté dans l'encadré ci-dessus, Plan national de l'eau de l'Uruguay) commitments). (This is featured above in the box, "Uruguay's National Water Plan".)

Afin de relever les défis importants posés par l'urgence d'améliorer les processus WASH et les lacunes dans les engagements actuels du PGO, le présent rapport examine de plus près les données disponibles et identifie les prochaines mesures que les pays du PGO pourraient prendre pour améliorer ces domaines : 1) données sur le domaine des politiques, 2) données sur le processus des politiques (avec un examen plus approfondi des dépenses pour les groupes marginalisés) et 3) participation et responsabilité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Données pour la prise de décision concernant WASH

Malgré le faible nombre d'engagements généraux liés aux services WASH et l'orientation politique quelque peu nouvelle qu'ils représentent, les efforts du PGO ont été très ciblés et efficaces. Huit engagements portaient sur la transparence des services d'eau et d'assainissement :

- Offrir un accès aux données sur le rendement des installations de traitement des eaux usées (Chili);
- Constituer un portail pour transmettre les données sur la qualité de l'eau distribuée par les usines de

traitement de l'eau (Panama);

- Publier des données sur les emplacements et le rendement des points d'accès à l'eau (Kigoma, Tanzanie);
- Transmettre les données sur les services d'assainissement financés par les fonds publics (Pérou);
- Créer un portail sur la qualité de l'eau à La Libertad, au Pérou (voir « Leçons à tirer des réformateurs :



La Libertad », pour une description détaillée des avancées et défis).

Les données de tierces parties montrent qu'il y a beaucoup de progrès à réaliser en ce qui concerne les données WASH. Par rapport aux autres secteurs analysés (santé et éducation), celui de l'eau et de l'assainissement est le plus avancé du PGO. Toutefois, comme l'illustre l'exemple de La Libertad ci-dessous, malgré la richesse des données disponibles, d'importants problèmes d'inter-exploitableté et de durabilité continuent de limiter ce domaine de politique.

Les défis pour les données sur l'eau et les données sur l'assainissement sont presque identiques. Les figures 1 et 2 montrent la disponibilité des données sur l'eau sur les sites Web des organismes nationaux de statistique des pays du PGO selon la Open Data Inventory (ODIN) de l'Open Data Watch :³³

- Quatre pays du PGO sur cinq publient des données sur l'accès des ménages à l'eau potable (79 %) et à l'assainissement (81 %). (Rangée 1 des figure 1 et 2 respectivement.)
- Près des deux tiers (68 % pour l'eau et 70 % pour l'assainissement) disposent de données couvrant trois des cinq dernières années, tandis qu'un quart seulement dispose de données pour les cinq dernières années (29 % et 27 % respectivement). (Rangée 2.)
- Au cours des dix dernières années, plus d'un tiers (40 % et 37 % respectivement) ont au moins six de ces années. (Rangée 3.)
- Certaines données sont largement disponibles à l'échelle nationale, et un tiers (33 % et 37 %) possèdent les données à l'échelle provinciale, étatique ou régionale, mais peu (5 % et 6 %)

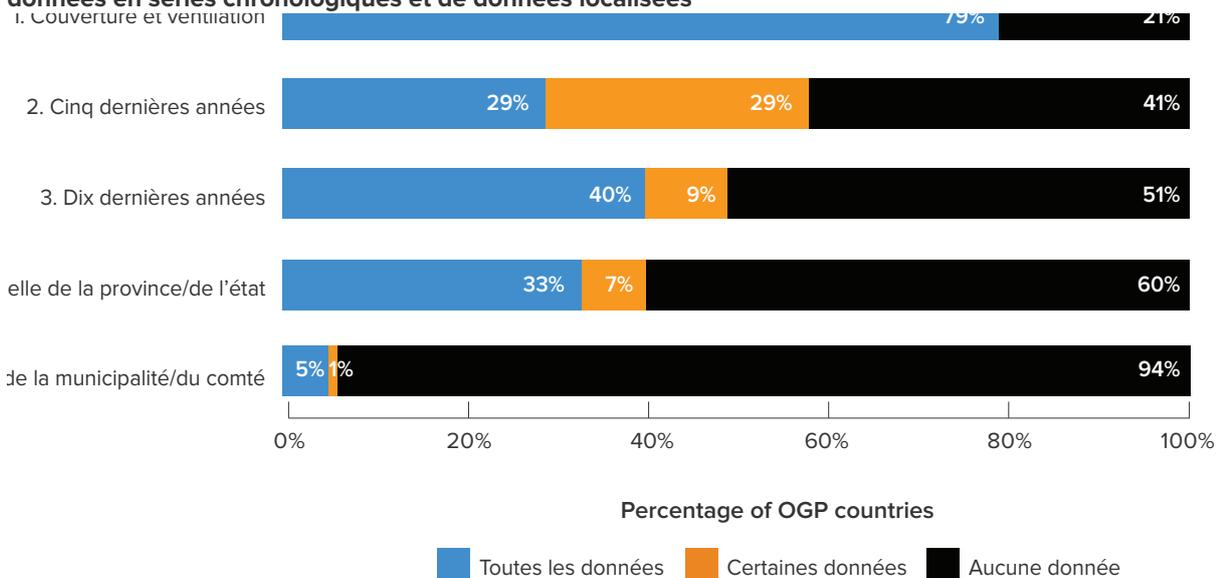
maintiennent des données municipales. (Rangées 4 et 5.) Cela peut s'expliquer en grande partie par la nature fragmentée de ces informations ou, dans certains cas, par le fait que des niveaux de données moins élevés peuvent ne pas exister dans un format communicable. Il s'agit là d'un domaine dans lequel des améliorations particulières s'imposent dans les pays du PGO.

Une analyse plus approfondie des résultats d'ODIN concernant les données ouvertes est encourageante, mais met également en évidence la nécessité d'une plus grande concentration sur l'engagement.

- Les points forts : La moitié (47 %) des pays du PGO publient des données sur l'eau dans un format lisible par ordinateur, permettant leur réutilisation. Les deux tiers (67 %) publient les données dans un format non exclusif.
- Les points à améliorer : Moins de la moitié (41 %) rendent les données téléchargeables en masse d'un indicateur à l'autre, et seulement un quart (26 %) ont des licences qui permettent la réutilisation.

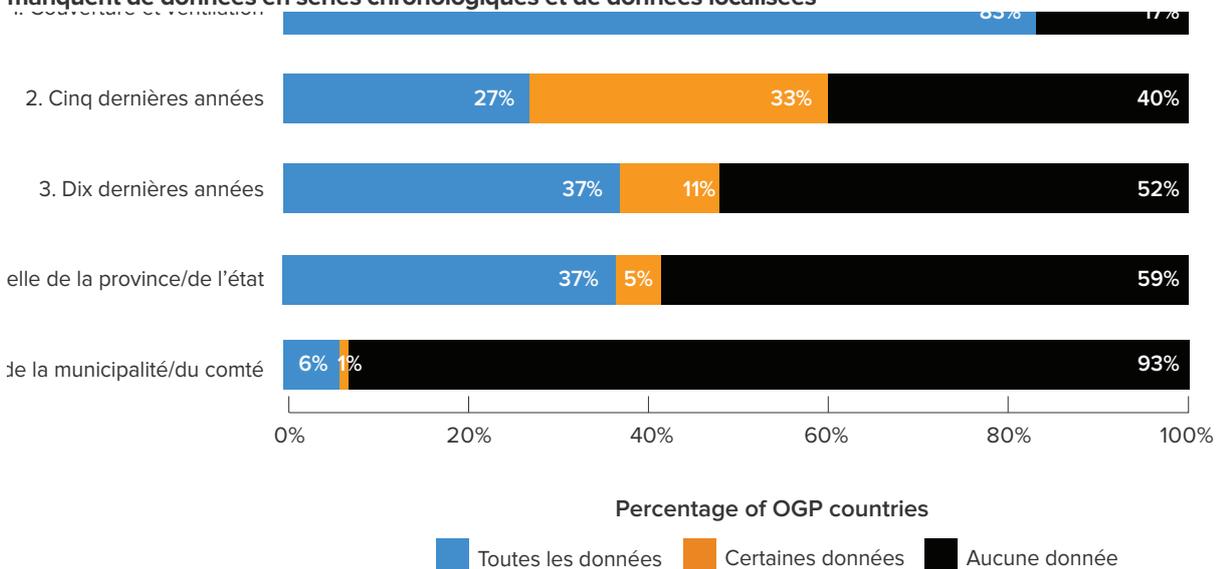
Malgré la couverture relativement élevée des données sur l'eau et l'assainissement, l'exemple de La Libertad (plus loins) montre également que lorsque les données à l'échelle nationale ne sont pas réutilisables ou ouvertes, cela peut entraîner des retards importants et des problèmes dans le déploiement des initiatives locales en matière de données.³⁴

FIGURE 1. La plupart des pays du PGO disposent de données sur l'accès à l'eau potable, mais manquent de données en séries chronologiques et de données localisées



Source: Open Data Watch Open Data Inventory 2017, Accès aux données sur l'eau potable (n = 79)

FIGURE 2. La plupart des pays du PGO disposent de données sur l'accès à l'assainissement amélioré, mais manquent de données en séries chronologiques et de données localisées



Source: Open Data Watch Open Data Inventory 2017, Accès à un assainissement amélioré (n = 79)





LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

La Libertad, Pérou : L'importance des données ouvertes dans la planification des services d'eau

À La Libertad, comme dans la majeure partie du Pérou, les prestataires de services locaux manquent souvent de ressources techniques et financières nécessaires afin d'assurer l'accès à l'eau potable. En conséquence, l'incertitude sur la qualité de l'eau est constante chez les utilisateurs.³⁵ En réponse à ces défis, dans le cadre de son plan d'action du PGO, le gouvernement de La Libertad prévu de mettre en place une plateforme Web comprenant des renseignements sur la couverture et la qualité de l'eau pour la consommation humaine, ainsi que sur les services d'assainissement. De plus, le site permettrait au public de partager les défis en matière d'eau et d'assainissement et d'enregistrer des suggestions et des demandes d'urgence.

Pour veiller à la coordination entre les organismes, les paliers gouvernementaux et les secteurs, la première étape fut de mettre sur pied un comité chargé de la direction. Le comité a conçu l'information nécessaire pour le portail Web, identifié les sources de données et appuyé le développement de la plateforme.

Même s'il a mis l'accent sur la coordination entre les secteurs et les paliers de gouvernement, le comité a eu de la difficulté à rendre ces données ouvertes. Le plan initial prévoyait que les données devaient être fournies par le ministère du Logement, de la Construction et de l'Assainissement. Le comité n'a toutefois pas été en mesure de transmettre les données en raison d'une licence restrictive. Il a fini par utiliser des données différentes à partir d'une plateforme existante mise au point par l'Agence suisse pour le développement et la coopération. Par conséquent, la plateforme a dû être développée différemment et peut ne pas être aussi facile à mettre à jour. Au moment de l'examen par le MEI, le site Web était presque terminé, mais il n'avait pas encore été lancé.

La Libertad montre comment, même lorsque les données sont accessibles au public, des problèmes de licence et de formatage restrictifs peuvent constituer un obstacle technique majeur à l'amélioration des services.

.....
Photographie de Monica Tijero, Banque Mondiale

Renseignements sur le processus d'élaboration des politiques

Vingt et un engagements du PGO ciblent une prise de décision transparente en matière d'eau et d'assainissement. Ces engagements sont donc les plus fréquents avec près des deux tiers de l'ensemble des engagements WASH. Des engagements précis ont été pris :

- **Accroître la transparence dans le processus de demande de développement de nouveaux services d'eau (Albanie);**
- **Développer un processus d'élaboration de normes de niveau de service pour l'accès à l'eau (Tanzanie, quand elle faisait encore partie du PGO);**
- **Publier les informations relatives aux plans d'investissement dans le secteur de l'eau (Kenya);**
- **Mettre en œuvre des normes pour le transfert des données sur l'approvisionnement (Honduras);**
- **Former les intervenants externes à l'utilisation des données sur les marchés publics pour surveiller les processus d'approvisionnement (Honduras).**

Au-delà des engagements pris au sein du PGO, nous pouvons constater où se situent les forces générales de la gouvernance dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, au moins au palier national. Cela est possible à l'aide de la base de données GLAAS (Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water), une initiative des Nations unies pour l'eau mise en œuvre par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La base de données GLAAS couvre 36 des 79 pays du PGO, principalement dans les pays du Sud, ainsi qu'en Europe de l'Est et en Asie centrale.

Les données GLAAS sont uniques parmi les ensembles de données utilisés dans la préparation du présent rapport en ce sens qu'elles montrent, pour la plupart des indicateurs, que les pays du PGO n'obtiennent pas de meilleurs résultats que leurs pairs.³⁶ Par rapport à trois domaines d'intérêt pour la prise de décision, les données ont donné les résultats suivants :

- **Planification** : La majorité des pays du PGO déclarent avoir mis en place des plans pour

l'assainissement et l'eau potable dans les deux contextes. Un plus grand nombre de ces plans n'ont pas encore été mis en œuvre par rapport aux autres. Moins de la moitié ont mis en place des plans d'hygiène. (Voir la figure 3 pour plus de détails.)

- **Finance** : La majorité des pays du PGO publient des données sur les dépenses d'eau et d'assainissement en milieu rural et urbain, bien qu'une grande majorité ne publie pas de données sur les dépenses nationales, les dépenses reliées et celles non reliées à l'aide publique au développement (APD). (Voir la figure 4 pour plus de détails.) Il existe des données irrégulières sur la capacité des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement à recouvrer les coûts par le biais des tarifs, de l'adéquation des recettes et de l'absorption des fonds.³⁷
- **Surveillance** : Environ un tiers des pays du PGO ont mis en place des systèmes de suivi robustes pour la planification, l'allocation des ressources et la qualité des services dans le secteur de l'eau. Le suivi de l'assainissement est nettement meilleur, près de la moitié des pays du PGO ayant mis en place des systèmes de surveillance. Les mesures précises prises pour suivre la prestation de services aux personnes vivant dans la pauvreté correspondent à peu près aux autres chiffres. (Voir la figure 5 pour plus de détails.)

Outre la transparence générale, les données montrent dans quelle mesure la planification intègre une référence propre aux populations vulnérables.

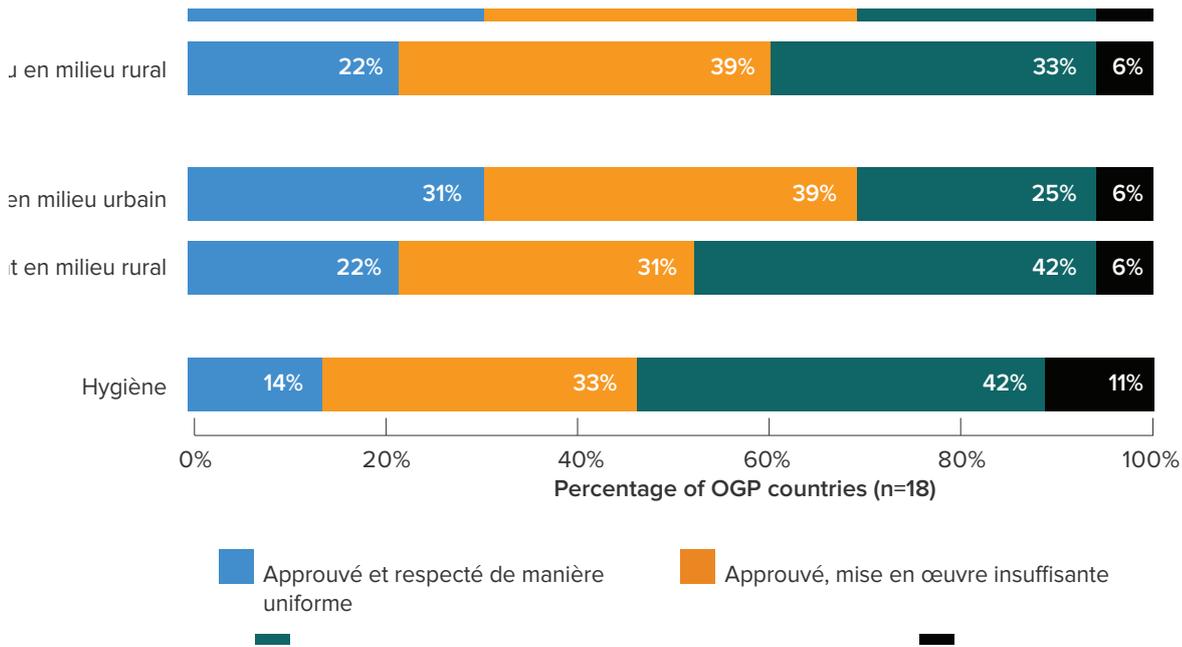
- **Planification en ce qui concerne les populations vulnérables** : Plus des deux tiers des plans comportent des mesures faisant référence aux personnes vivant dans la pauvreté, aux populations éloignées, aux personnes en situation de handicap et aux établissements non officiels. Environ la moitié d'entre eux font référence à des femmes, à des populations où la charge de morbidité est élevée et à des populations autochtones. (Voir la figure 6.)



- **Dépenses pour les populations vulnérables** : Il y a toutefois un écart important entre les engagements et la planification, d'une part, et les mesures et les fonds consacrés à ces mêmes segments de la population et, d'autre part, les mesures et les finances spécifiques qui leur sont consacrées. Dans le même groupe de pays, moins de la moitié d'entre eux ont consacré des investissements visant les populations vulnérables. Moins d'un quart d'entre eux ont donné suite à leurs plans d'aide aux populations vulnérables. (Voir la figure 7.)

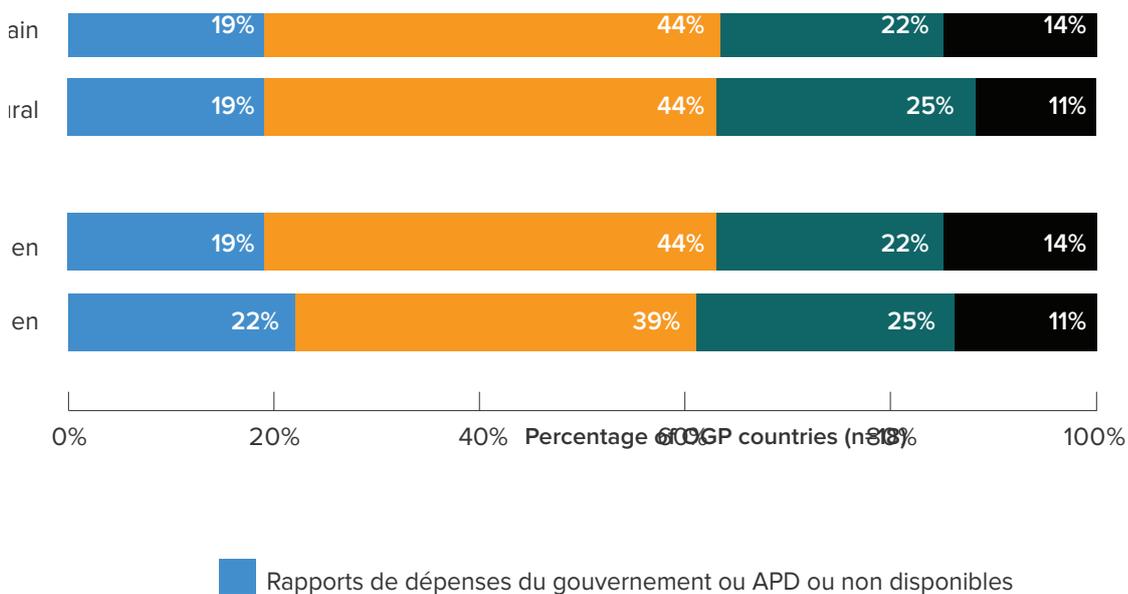
Le déficit de financement est étayé par d'autres conclusions de GLAAS. Le rapport montre qu'il existe un écart

FIGURE 3. Une minorité des pays du PGO étudiés publient et suivent les plans nationaux d'eau, d'assainissement et d'hygiène



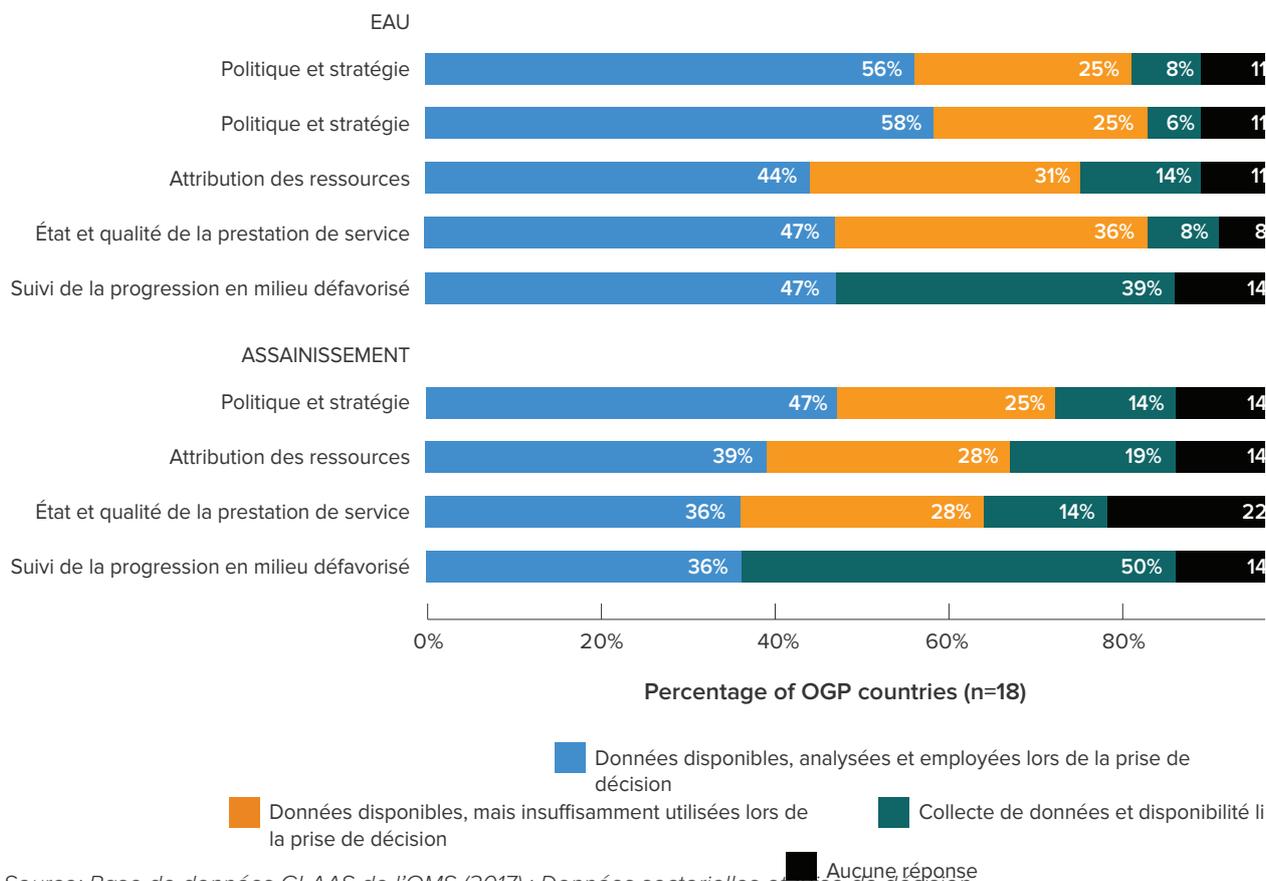
Source: Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Plans nationaux

FIGURE 4. Plus de la moitié des pays du PGO interrogés publient certaines dépenses par sous-secteur du WASH, mais moins d'un quart d'entre eux publient les rapports des gouvernements et d'APD



Source: Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Dépenses

FIGURE 5. Les données pertinentes sont publiées et utilisées dans environ la moitié des pays prenant part au PGO. Elles servent notamment à la prise de décision. L'utilisation des données sur l'assainissement accuse un retard par rapport à celles sur l'eau



Source: Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Données sectorielles et prise de décision

important entre les dépenses dans les zones urbaines relativement riches et les zones rurales et urbaines pauvres. L'écart entre la planification de la prise en charge des groupes vulnérables et la prestation réelle de services crée plusieurs occasions pour les pays du PGO cherchant à rejoindre les personnes vivant dans la pauvreté :

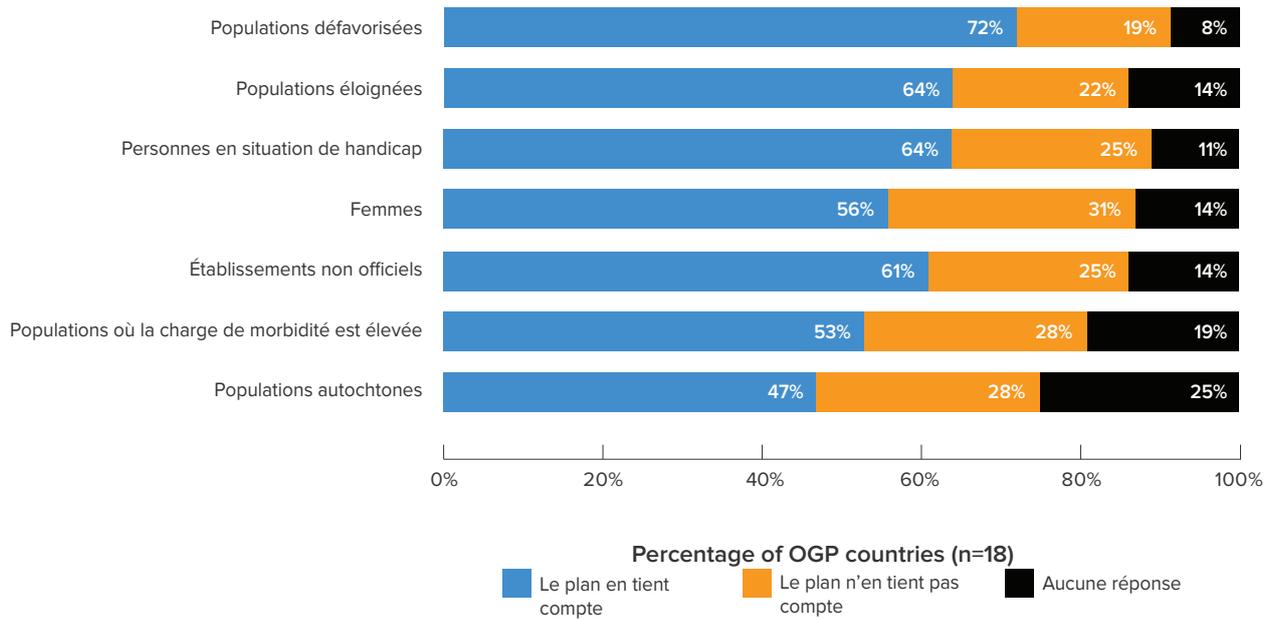
- Améliorer les systèmes de suivi et les dépenses en fonction de chaque projet. Améliorer en particulier l'interexploitabilité des données pour mettre l'accent sur les zones les plus pauvres. Les données améliorées comprennent les plans et les dépenses de géocodage, la création d'identifiants uniques pour les interventions et la création d'étiquettes spéciales lorsque les interventions visent à aider les populations vulnérables. TrackFin est une méthode standard acceptée dans le monde entier pour recueillir ces données.³⁸ (L'encadré « Leçons à tirer des réformateurs » fait état des efforts des Pays-Bas pour améliorer ces données à l'échelle locale.)

- Mettre en œuvre des mesures de responsabilisation et de vérification pour garantir que les fonds destinés aux personnes défavorisées parviennent aux gens qui en ont besoin. L'enquête GLAAS examine douze indicateurs couvrant les catégories de responsabilisation, d'obligation de rendre compte et d'applicabilité, mais ne les examine pas directement du point de vue des communautés marginalisées. C'est un point à améliorer à l'avenir.³⁹
- Permettre au public d'effectuer des vérifications et de produire des rapports non officiels là où les plans, les budgets et les dépenses ne peuvent s'aligner.

Cette dernière série de considérations va au-delà des préoccupations relatives à la transparence du processus et s'étend à des interventions spécifiques contribuant à la participation du public à la prise de décisions et à la responsabilisation à l'égard des actions (et des inactions) officielles.

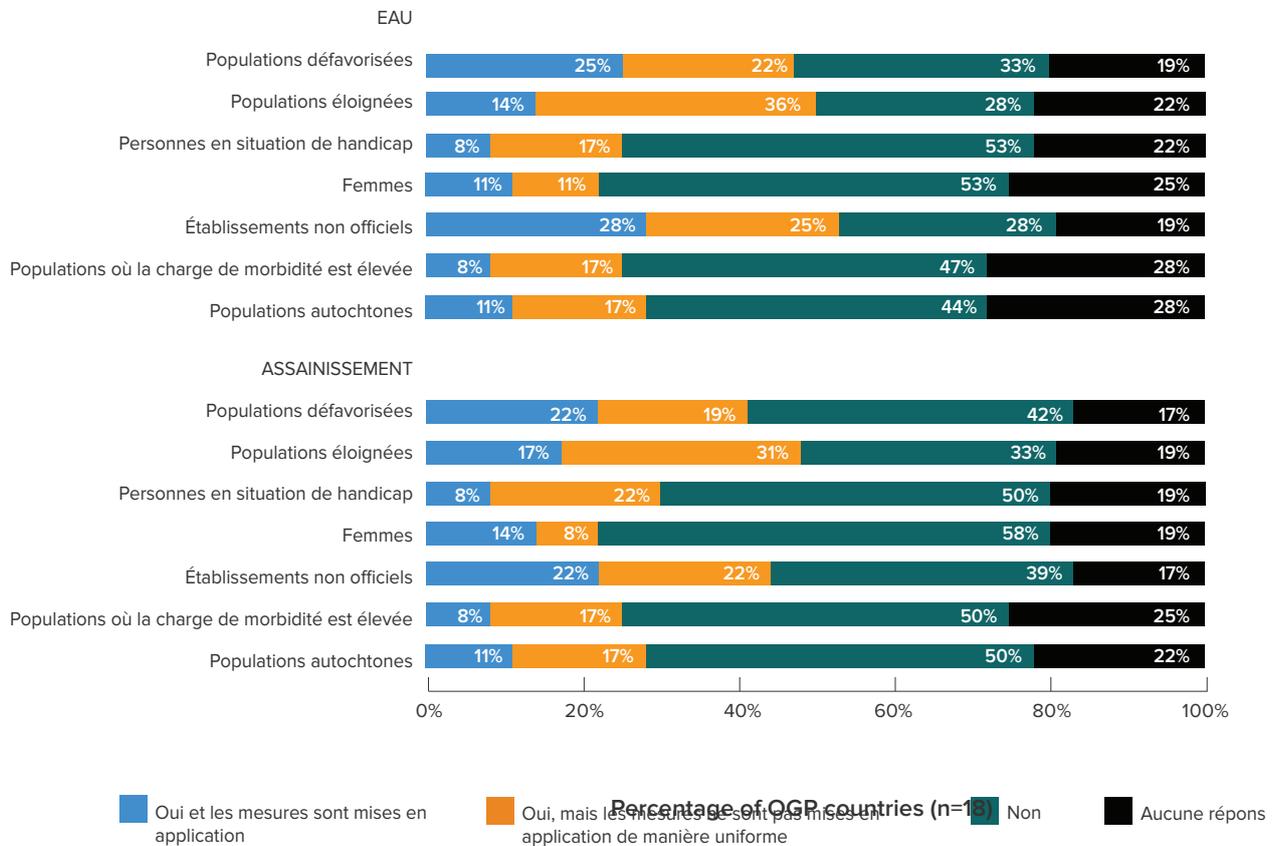


FIGURE 6. La plupart des pays du PGO étudiés publient des plans pour atteindre les populations vulnérables



Source : Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Planification en ce qui concerne les populations vulnérables

FIGURE 7. La plupart des plans de financement n'ont pas de moyens précis pour cibler les populations vulnérables



Source: Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Finances pour les populations vulnérables

LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

Budget municipal et données sur les dépenses municipales pour l'eau aux Pays-Bas

À partir de 2015, les gouvernements hollandais locaux ont commencé à fournir des données financières par l'entremise d'un portail Web à l'adresse suivante : www.openspending.nl. Toutefois, ces données n'étaient initialement disponibles que sous forme agrégée, ce qui rendait difficile l'accès à des informations détaillées et locales, pourtant essentielles. En 2016, dans le cadre de son plan d'action, les Pays-Bas se sont engagés à améliorer la disponibilité de données plus détaillées (comme les budgets, les rapports annuels, les revenus, les dépenses et les recettes) dans un format lisible par machine. Bien que l'engagement s'étende au-delà de l'eau, les autorités de gestion de l'eau ont été expressément mentionnées dans le plan d'action.

L'objectif de cet engagement a été de fournir le soutien nécessaire aux municipalités locales et aux autorités régionales, y compris les autorités responsables de l'eau. L'engagement prévoyait trois jalons :

1. Mettre au point des ressources, y compris un manuel, une vidéo d'instructions et une vidéo promotionnelle;
2. Mettre en œuvre trois projets pilotes avec les administrations locales afin d'ajouter un contexte aux données ouvertes;
3. Organiser deux ateliers nationaux.

Les Pays-Bas ont réalisé des progrès substantiels dans la réalisation de ces jalons. Un manuel complet contenant des conseils aux fournisseurs de données sur la façon de partager les données a été distribué à tous les intervenants. De plus, les vidéos ont été terminées et le premier atelier national a eu lieu dans le cadre du How Open Festival des Pays-Bas.

Cet engagement a permis de réaliser des progrès importants en augmentant la transparence du processus de gouvernance et en publiant des informations sur la manière dont les autorités de gestion de l'eau ont choisi d'investir leurs fonds. Cela fournit des informations qui peuvent accroître et permettre la responsabilisation et créer un espace pour la participation. Le MEI a recommandé d'élargir cette fourniture de données, déclarant que « le gouvernement devrait envisager de développer une interface de budgétisation participative. »⁴⁰



Cette expérience a permis de tirer des enseignements qui pourraient être utiles à d'autres pays du PGO cherchant à prendre des engagements similaires:

- **Établir l'ordre de priorité des données en fonction de la demande** : Cet engagement reposait sur des demandes précises des utilisateurs de données (c.-à-d. les citoyens, les journalistes et d'autres intervenants). Les gouvernements ont souvent accès à des quantités massives d'informations sur l'eau et l'assainissement. En classant par ordre de priorité les données qui ont été spécifiquement demandées, les répercussions positives des investissements dans les données ouvertes sont assurées.
- **Commencer doucement** : L'engagement initial prévoyant la participation de 75 autorités décentralisées en 2016 et de 150 autorités décentralisées en 2017, cette approche audacieuse s'est révélée irréalisable. En 2017, le jalon pertinent fut révisé pour axer les efforts sur trois objectifs, afin « d'acquérir de l'expérience à plus petite échelle avec l'amélioration de la qualité et du potentiel de mise à l'échelle ». ⁴¹ La transmission des données financières, en particulier des données relatives à quelque chose d'aussi crucial que les services d'eau, peut être délicate d'un point de vue politique. Commencer par un petit projet pilote peut constituer un solide argument pour démontrer que le partage de données peut être une occasion politique plutôt qu'un risque.
- **Se préparer à des progrès accélérés** : Le but de cet engagement était d'améliorer la responsabilisation et la participation du public, « parce que les utilisateurs savent comment l'argent est dépensé dans leur gouvernement et qu'ils peuvent participer aux efforts et mieux utiliser le droit de contestation. » ⁴² Il faut reconnaître que l'un des rôles clés de l'ouverture des données est de favoriser la participation. Les engagements à accroître la transparence devraient présager l'augmentation du taux de participation. Des engagements efficaces à ce niveau peuvent être jumelés à des engagements visant à accroître les plateformes de participation en même temps.

.....
Photographie de Hansenn, Adobe Stock

Participation du public à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques

Jusqu'à maintenant, il y a eu peu d'investissements du PGO dans la participation et la responsabilisation du public dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Cela est corroboré par des données provenant de tiers; elles montrent que les politiques de participation, bien que presque universelles, ne sont pas couramment mises en œuvre. Depuis 2018, onze engagements du PGO visent à accroître la participation aux services d'eau et d'assainissement. Comptons ceux-ci :

- Encourager les citoyens à s'investir grâce à une application mobile pour signaler les fuites d'eau (République dominicaine);
- Faire participer les communautés à l'identification et à la préparation des risques pour les sources d'eau (Honduras);
- Collaborer avec la société civile pour améliorer l'utilisation rationnelle de l'eau aux Pays-Bas (voir l'encadré précédente « Leçons à tirer des réformateurs », à titre d'exemple);
- Créer des plateformes permettant aux propriétaires et aux résidents de collaborer à l'amélioration de l'assainissement des ménages dans les bidonvilles (Sekondi-Takoradi, Ghana);
- Élaborer un plan national en matière d'eau avec la participation de la société civile et d'autres intervenants en Uruguay (voir l'exemple des réformateurs uruguayens pour une analyse approfondie de la question).

Ces engagements reflètent de nouvelles possibilités de participation à la fois à la prestation directe de services et à l'élaboration des politiques. Cependant, en les étudiant davantage, nous constatons que des améliorations sont nécessaires. En préparant ce rapport, les auteurs ont évalué tous les engagements WASH du PGO; les commentaires du public ont été pris en compte dans ceux-ci. Bien que les gens derrière les onze engagements aient permis au public de donner des commentaires, aucun d'eux n'a fourni

de rétroaction du gouvernement au public sur la façon dont les commentaires ont été utilisés.

Les engagements du PGO étant limités dans ce domaine, il est important d'indiquer où des améliorations peuvent être apportées. Le rapport GLAAS contient encore une fois des données utiles :⁴³ elles montrent combien des 36 pays du PGO qui se rapportent aux Nations Unies pour l'eau ont mis en place des procédures de participation du public et combien les suivent.

La figure 8 montre que, parmi les pays ayant répondu, presque tous ont des politiques, des réglementations ou des lois exigeant la participation à l'assainissement urbain et rural, à l'approvisionnement en eau en milieu urbain et rural, à l'hygiène et à la gestion des ressources en eau. Pas moins des trois quarts des pays du PGO ont mis en place de telles politiques, comme le montre la figure 8 ci-dessous. (La base de données GLAAS n'évalue pas ces procédures en fonction de leur force, de leur poids juridique ou de leur emploi.)

La pratique actuelle contraste fortement avec la politique déclarée. À l'exception de l'eau en milieu rural, moins d'un pays sur dix avait des taux élevés de participation à la planification de l'eau et de l'assainissement. Encore une fois, à part l'eau en milieu rural, moins de la moitié de ces pays n'ont pas participé du tout. (Une analyse sous-sectorielle se trouve à la figure 9.) Ces données étant fondées sur les rapports validés par les gouvernements lors des réunions nationales des intervenants, il faut prendre compte de ce contraste frappant. De plus, le sondage n'examine pas la qualité de la participation du public ni l'influence qu'il a eue sur les politiques ou les discussions. Il existe des ressources pouvant contribuer à créer un environnement propice à la participation dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.⁴⁴

L'enquête de GLAAS de 2014 a examiné l'accès du public aux mécanismes d'application de la loi. (Le plus récent sondage de 2016 ne comportait pas cette

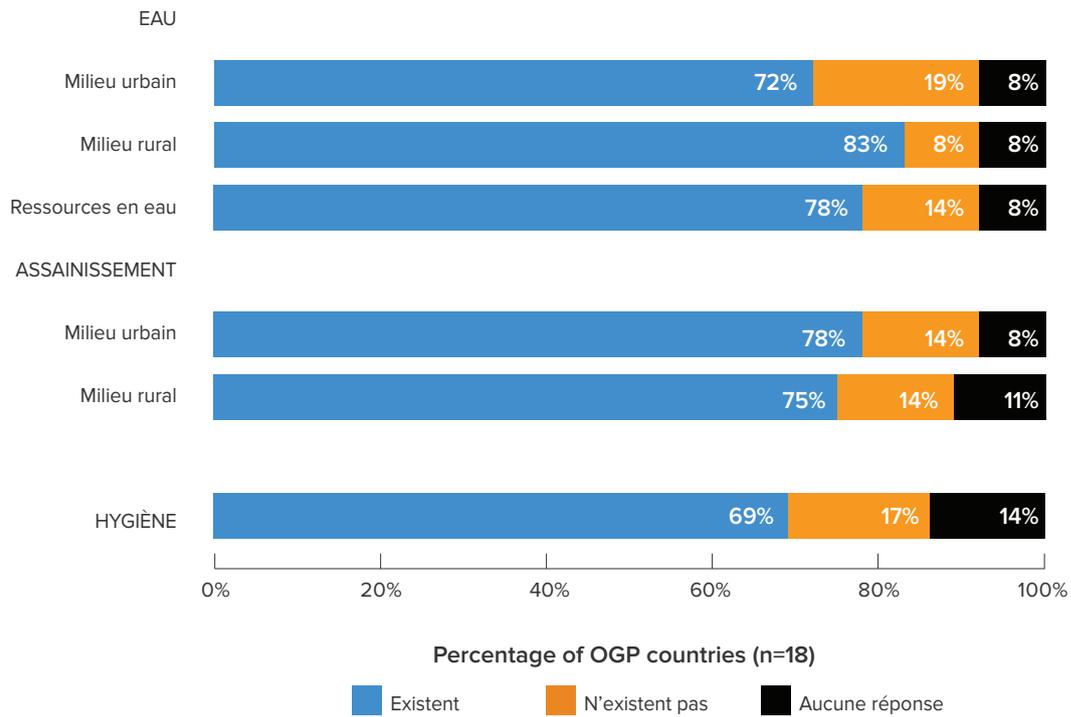


question.) Bien que les données datent maintenant de plus de cinq ans, moins de la moitié de la population avait accès à des mécanismes de plainte efficaces dans la majorité des sous-secteurs et des pays étudiés.⁴⁵ L'enquête n'a pas défini exactement ce que l'on entend par « mécanismes de plainte efficaces ». La façon dont cela est défini est presque certainement contextuelle. Ce qui est clair, c'est que beaucoup de progrès peuvent être réalisés pour améliorer l'accès aux divers mécanismes de plainte et la rétroaction provenant de ces mécanismes lorsque les fournisseurs de services ou les organismes de réglementation ne fournissent pas leurs services.

En conséquence, les pays du PGO disposent d'une marge de manœuvre importante pour commencer les travaux :

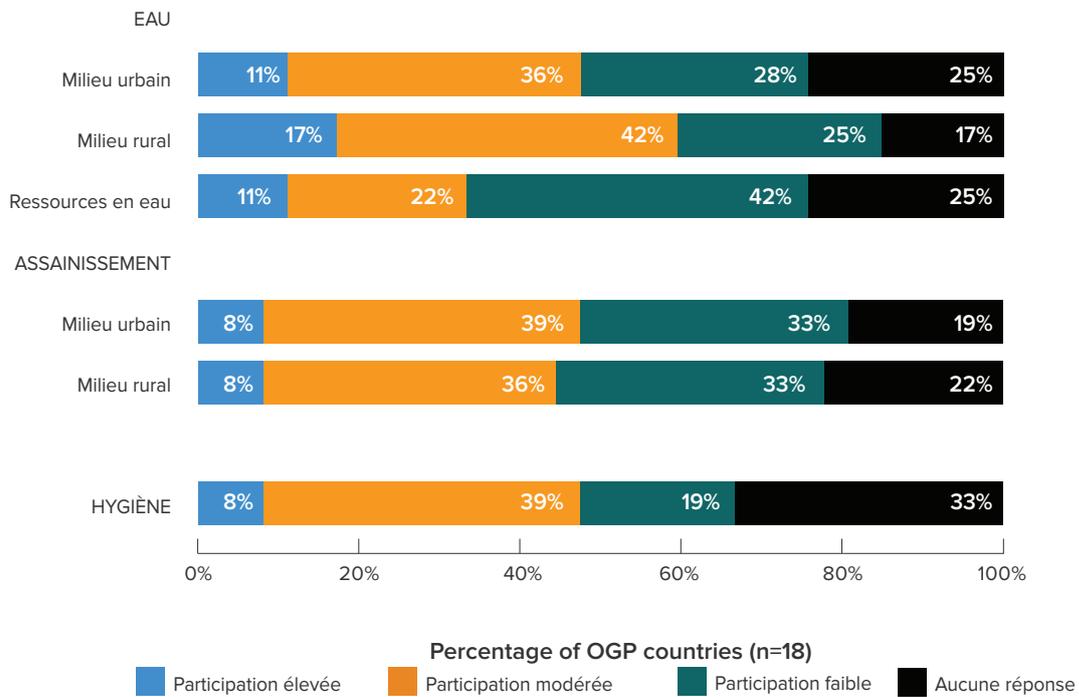
- Pour la minorité de pays qui n'ont pas de politiques de participation publique dans les secteurs, il pourrait y avoir de l'amélioration en matière de politique générale.
- Pour d'autres, il y a encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité des politiques existantes en matière de participation du public, surtout lorsque ces politiques exigent la création de comités permanents, des réunions publiques des commissions de l'eau et d'autres formes de participation régulière et institutionnalisée.

FIGURE 8. Presque tous les pays du PGO étudiés ont des règles de participation du public à la planification et au suivi



Source : Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Procédures de participation du public

FIGURE 9. Très peu de pays du PGO ont eu des niveaux élevés de participation aux processus décisionnels WASH



Source : Base de données GLAAS de l'OMS (2017) : Participation du public dans la pratique



Normes de transparence et de participation WASH



“Femme lavant des vêtements à côté d’une latrine au bord de la rivière Itaya, Iquitos City, Pérou.” Photographie de Monica Tijero/Banque Mondiale

Pour les pays du PGO souhaitant mettre en œuvre des procédures WASH dans le cadre de leurs plans d’action, les normes relatives aux rapports sur l’eau s’appuient sur l’expérience d’autres systèmes et permettent d’apprendre de ceux-ci et de les comparer. L’utilisation des processus de rapport standard existants réduit le travail conceptuel et rend les systèmes compatibles et comparables entre les fournisseurs de services et les pays. Voici quelques-unes des normes existantes et la façon dont elles pourraient être appliquées :

- **Données de base sur le niveau et la qualité du service** : Ces normes fournissent une norme de données claire et approuvée à l’échelle mondiale, des conseils techniques et un référentiel de données qui permettent à toutes les parties prenantes d’accéder facilement aux données sur les services d’eau et de les analyser. Les barrières à l’entrée étant relativement faibles, les pays peuvent s’engager à collecter et à transmettre des données à travers ces cadres.
 - *L’eau en milieu rural* : Le WPDx (soit le Water Point Data Exchange ou l’Échange de données sur les points d’eau [traduction non officielle]⁴⁶) établit une norme pour la cartographie

et la collecte de données sur l’eau en milieu rural. (Se reporter à la note de bas de page pour une étude de cas utile sur les avantages et les considérations des données sur les points d’eau.⁴⁷)

- *Urban utilities*: Les données sur le rendement peuvent être partagées par l’entremise de l’International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities (IBNET).⁴⁸
- *Méthodes de suivi de l’assainissement* : En dehors des cadres de surveillance harmonisés, les pays peuvent s’engager à mettre à l’essai de nouvelles approches de surveillance des services d’eau et d’assainissement, telles que le suivi de la sûreté des déchets fécaux par le biais de l’initiative émergente de la méthodologie Excretia flow diagram, (mieux connue sous l’acronyme SFD), et à publier les résultats.⁴⁹
- *Initiative régionale* : Plusieurs projets régionaux existent pour encourager la surveillance et la transparence des services d’eau et d’assainissement. Des projets tels que le Système de suivi et d’évaluation du secteur de l’eau en Afrique,⁵⁰ appuyé par

le Conseil des ministres africains chargés de l'eau, offrent des possibilités régionales de transférer des données, en toute transparence, sur l'eau et l'assainissement. Le Système d'information sur l'eau et l'assainissement (ou SIASAR en espagnol) est une initiative régionale similaire en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

- **Enquêtes sur l'utilisation par les ménages** : Une autre approche à l'égard des données normalisées consiste à examiner les consommateurs plutôt que les fournisseurs de services. On peut citer à titre d'exemple les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples,⁵¹ une enquête internationale sur les ménages élaborée par l'UNICEF et les enquêtes démographiques et sanitaires soutenues⁵² par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Ces enquêtes représentatives à l'échelle nationale fournissent des informations essentielles sur la couverture en eau et en assainissement.
- **Améliorer la surveillance de la gouvernance** : Plusieurs méthodes normalisées peuvent fournir des éclaircissements sur la façon dont les décisions sont prises et les raisons pour lesquelles elles le sont.
 - *La Norme relative aux données sur la passation de marchés ouverts (NDPMO)*⁵³ peut être utilisée si l'accent est mis sur des projets ou
- des programmes liés à l'eau qui font participer les citoyens à la surveillance des marchés publics afin de fournir une rétroaction en temps opportun et de régler les problèmes.
- L'initiative GLAAS (*Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water*),⁵⁴ mise en place par l'OMS, fournit des informations précieuses sur la politique et l'environnement favorable à l'eau et à l'assainissement. (Une grande partie de cette section est basée sur des données de GLAAS.)
- **Susciter la participation du public dans la gestion** : Diverses parties prenantes peuvent participer au secteur WASH par le biais d'une revue sectorielle conjointe (RSC). Les RSC sont une évaluation périodique du rendement [d'un secteur spécifique comme l'eau et l'assainissement] au sein du gouvernement, des partenaires au développement et de la société civile. Les revues font idéalement partie intégrante du cycle de planification et d'établissement de rapports du pays.⁵⁵ Les Nations Unies pour l'eau et l'OMS disposent d'outils normalisés et d'un soutien en matière de surveillance pour l'élaboration de la revue sectorielle conjointe. S'engager à tenir une RSC constitue un bon point de départ pour la participation de toutes les parties prenantes, à condition qu'elle soit correctement menée.⁵⁶



Endnotes

- ¹ World Health Organization (WHO) and the United Nations Children's Fund (UNICEF), *Progress on Drinking Water, Sanitation and Hygiene: 2017 Update and SDG Baselines*, (Geneva, Jul. 2017), https://www.unicef.org/publications/index_96611.html
- ² Alejandro Jiménez et al., "Global assessment of accountability in water and sanitation services using GLAAS data," *Water Altern.* 11(2) (2018), 238–259, <http://www.water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol11/v11issue2/435-a11-2-2/file>
Alejandro Jiménez et al., "The Enabling Environment for Participation in Water and Sanitation: A Conceptual Framework," *Water* 11(2) (12 Feb. 2019), <https://www.mdpi.com/2073-4441/11/2/308>.
- ³ Evidence from China shows that stronger governance and public oversight is associated with more efficient and sustainable management of water resources. Eduardo Araral and Yahua Wang, "Does water governance matter to water sector performance? Evidence from ten provinces in China," *Water Policy* 17(2) (9 Oct. 2014) 268–282, <https://iwaponline.com/wp/article-abstract/17/2/268/20205/Does-water-governance-matter-to-water-sector>.
- ⁴ Matthew Jenkins (Transparency International), "The impact of corruption on access to safe water and sanitation for people living in poverty" (U4, Anti-Corruption Resource Centre, 4 Jul. 2017), <https://www.u4.no/publications/the-impact-of-corruption-on-access-to-safe-water-and-sanitation-for-people-living-in-poverty.pdf>.
- ⁵ Stephan, Mark. 2002. "Environmental information disclosure programs: They work, but why?" *Social Science Quarterly* 83:190-205. Stephan, Mark, Michael E. Kraft, Troy D. Abel. "Information Politics and Environmental Performance: The Impact of the Toxics Release Inventory on Corporate Decision Making." Paper presented at the annual meeting of the American Political Science Association. 1 September 2005. Washington, D.C.
- ⁶ Carla Roncoli et al., "Who counts, what counts: representation and accountability in water governance in the Upper Comoé sub-basin, Burkina Faso," *Natural Resources Forum* 40(1-2) (5 Jul. 2016) 6–20, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1477-8947.12095>.
- ⁷ Róger Madrigal, Francisco Alpízar and Achim Schlüter, "Determinants of Performance of Community-Based Drinking Water Organizations," *World Development* 39 (9) (Sept. 2011) 1663–1675, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X11000301>.
- ⁸ Water for People, "Honduras," <https://www.water-forpeople.org/where-we-work/honduras>.
- ⁹ WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP), "Data" (for Water Supply, Sanitation and Hygiene (WASH)), <https://washdata.org/data>.
- ¹⁰ WHO, "Water, sanitation and hygiene interventions and the prevention of diarrhoea," *e-Library of Evidence for Nutrition Actions (eLENA) A–Z list of interventions* (Oct. 2011), https://www.who.int/elena/titles/bbc/wsh_diarrhoea/en/
(“Reductions in diarrhoea incidence have reached 5% for water supply at source, 19% for water quality interventions (results after 12 months), 36% for sanitation interventions, and 47% for hand washing with soap (estimates from pooled analyses)...”). Nazia Darvesh et al., "Water, sanitation and hygiene interventions for acute childhood diarrhea: a systematic review to provide estimates for the Lives Saved Tool," *BMC Public Health* 17(Suppl 4) (7 Nov. 2017) 776, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5688426/>
(2) A. Prüss-Ustün et al., "Burden of disease from inadequate water, sanitation and hygiene in low- and middle-income settings: a retrospective analysis of data from 145 countries," *Trop Med Int Health* 19(8) (Aug. 2014) 894–905, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/24779548>
(they indicate a reduction of 28% for sanitation, and 25% for handwashing). (3) Combined interventions can have better effects, particularly with hygiene." This builds off of Sandy Cairncross et al., "Water, sanitation and hygiene for the prevention of diarrhea," *Int J Epidemiology* 39(1) (2010) i193–i205, doi: 10.1093/ije/dyq035.
- ¹¹ Oliver Cumming and Sandy Cairncross, "Can water, sanitation and hygiene help eliminate stunting? Current evidence and policy implications," *Matern Child Nutr.* 12(Suppl Suppl 1) (Wiley Online Library, May 2016) 91–105, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5084825/>.
- ¹² WHO, *Water sanitation and hygiene for accelerating and sustaining progress on neglected tropical diseases A global strategy 2015-2020* (2015), http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/wash-and-ntd-strategy/en/.
- ¹³ WHO, "Mortality and burden of disease from water and sanitation" using Global Health Observatory data, https://www.who.int/gho/phe/water_sanitation/burden_text/en/

- ¹⁴ Dr. Guy Hutton, *Global costs and benefits of drinking water supply and sanitation interventions to reach the MDG target and universal coverage* (WHO, 2012), http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/2012/global-costs.pdf.
- ¹⁵ UNESCO World Water Assessment Programme (WWAP), *The United Nations world water development report 2016: water and jobs* (2016) <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002439/243938e.pdf>.
- ¹⁶ WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP), *Drinking Water, Sanitation and Hygiene in Schools, Global Baseline Report 2018* (2018), <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/08/JMP-WASH-in-Schools-WEB.pdf>.
- ¹⁷ Pacific Institute, “Water Conflict Chronology,” (2018), <http://www.worldwater.org/conflict/list/>; See a series of policy briefs on “Navigating Peace: Water, Conflict, and Cooperation” (Wilson Center, Environmental Change and Security Program, <https://www.wilsoncenter.org/publication-series/navigating-peace-water-conflict-and-cooperation>).
- ¹⁸ David Bonnardeaux, *Linking Biodiversity Conservation and Water, Sanitation, and Hygiene: Experiences from sub-Saharan Africa* (Africa Biodiversity Collaborative Group, 30 Jun. 2012), https://www.conservation.org/publications/Documents/ABCG-CL_LinkingBiodiversityConservationWASH.pdf.
- ¹⁹ Plan International, “From Cradle to Grave: Wash and the Lifecycle of a Girl” (12 Sept. 2018), <https://www.planusa.org/from-cradle-to-grave-wash-and-the-lifecycle-of-a-girl>.
- ²⁰ UNICEF, “Collecting Water is Often a Colossal Waste of Time for Women and Girls” (29 Aug. 2016), https://www.unicef.org/media/media_92690.html.
- ²¹ Morgan Pommells et al., “Gender Violence as a Water, Sanitation, and Hygiene Risk: Uncovering Violence Against Women and Girls as It Pertains to Poor WaSH Access,” *Violence Against Women*(15) (SAGE Journals, 16 Mar. 2018), <https://journals.sagepub.com/eprint/KVv5zUtS8z8qh-KY6nwP6/full>.
- ²² UN Educational, Scientific and Cultural Organization, *Puberty education & menstrual hygiene management* (UNESDOC UNESCO Digital Library, 2014), <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002267/226792e.pdf>.
- ²³ WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP), *Drinking Water, Sanitation and Hygiene in Schools, Global Baseline Report 2018* (2018) 7, <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/08/JMP-WASH-in-Schools-WEB.pdf>.
- ²⁴ Scott Dance and Lauren Lumpkin, “State-mandated testing finds lead in water at two dozen local schools; Baltimore, Howard counties will test this year” (The Baltimore Sun, 2 May, 2019), <https://www.baltimoresun.com/news/maryland/investigations/bs-md-sun-investigates-school-lead-testing-20180817-story.html>.
- ²⁵ Ainslie Cruickshank and Jeremy Nuttall, “Over 120 B.C. Schools Report Unsafe Levels of Lead in Drinking Water” (The Star Vancouver, 8 May 2018), <https://www.thestar.com/vancouver/2018/05/08/over-120-bc-schools-report-unsafe-levels-of-lead-in-drinking-water.html>.
- ²⁶ WHO, UN Children’s Fund, *Water, sanitation and hygiene in health care facilities Status in low- and middle-income countries and way forward* (2015), https://www.who.int/water_sanitation_health/publications/wash-health-care-facilities/en/.
- ²⁷ Ryan Cronka, Tom Slaymaker and Jamie Bartram, “Monitoring drinking water, sanitation, and hygiene in non-household settings: Priorities for policy and practice,” *International Journal of Hygiene and Environmental Health* 218(8) (Nov. 2015) 694–703, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1438463915000267?via%3Dihub>.
- ²⁸ UN Sustainable Development Goals, “The Sustainable Development Agenda” (2015), <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>.
- ²⁹ Ainslie Cruickshank, “Untreated sewage pollutes water across the country” (The Star Vancouver, 11 Apr. 2018), <https://www.thestar.com/vancouver/2018/04/11/untreated-sewage-pollutes-water-across-the-country.html>.
- ³⁰ George McGraw, “For Millions of Americans, Lack of Access to Water Isn’t Just a Drought Problem” (Los Angeles Times, 22 Mar. 2018), <https://www.latimes.com/opinion/op-ed/la-oe-mcgraw-water-poverty-data-20180322-story.html>.
- ³¹ Zahra Ahmad, “Flint again most impoverished city in the nation, new census data shows” (M Live, 17 Sept. 2018), https://www.mlive.com/news/flint/index.ssf/2018/09/more_than_half_of_flints_child.html.
- ³² United Nations General Assembly. 2010. Resolution 64/292. The human right to water and sani-



- tation. <https://www.undocs.org/A/RES/64/292>
- ³³ Data from the Open Data Inventory is only available for the for the national level, so this does not include subnational members of OGP.
- ³⁴ ODIN data does not cover sex-differentiated access to water and sanitation at this time. It is important to understand how men and women access and use water services and other municipal sanitation services in order to effectively address the needs of all citizens in this regard. Initiatives such as Equal Measures 2030 are working to ensure national governments publish this data to illuminate patterns of access, use, and security.
- ³⁵ Jorge Morel, *IRM La Libertad Final Report 2017* (OGP, 2017), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/La-Libertad_Final-Report_2017.pdf.
- ³⁶ GLAAS data used in preparation of this report is available here: <http://bit.ly/2DMxv3M>.
- ³⁷ GLAAS 2017 database, “Finance.”
- ³⁸ UN-Water and WHO, *UN-Water global analysis and assessment of sanitation and drinking-water (GLAAS) 2017 report: financing universal water, sanitation and hygiene under the sustainable development goals* (WHO, 2017), <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/254999/9/9789241512190-eng.pdf;jsessionid=84BC905832C086EC314F3E9F3B7696D?sequence=1> (pp. 50–52 cover TrackFin and how it can make spending and revenue data more transparent).
- ³⁹ A. Jiménez et al., “Global Assessment of Accountability in Water and Sanitation Services Using GLAAS Data,” *Water Alternatives* 11(2) (2018) 238–259, <http://www.water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol11/v11issue2/435-a11-2-2/file>.
- ⁴⁰ Dr. C. Raat, *Netherlands Progress Report 2016-2017* (OGP, 2018), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Netherlands_Mid-term_Report_2016-2018_EN_for-public-comment.pdf.
- ⁴¹ Ministry of the Interior and Kingdom Relations (The Netherlands), *Netherlands Mid-Term Self Assessment Report 2016-2018* (Sept. 2017) 32, https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Netherlands_Mid-term_Self-Assessment-Report_2016-2018_EN.pdf.
- ⁴² Ministry of the Int. and Kingdom Relations (The Netherlands), *Netherlands Mid-Term Self Assessment*, 31.
- ⁴³ UN-Water and WHO. 2017. *GLAAS 2017 report*, 55.
- ⁴⁴ Jiménez et al., “The Enabling Environment for Participation in Water and Sanitation.”
- ⁴⁵ Jiménez et al., “Global assessment of accountability in water and sanitation services using GLAAS data.”
- ⁴⁶ Available at: <http://www.waterpointdata.org/>.
- ⁴⁷ Nicolas Dickinson et al., *Harnessing Water Point Data: To Improve Drinking Water Services* (WASHNote, Jul. 2017), https://www.ircwash.org/sites/default/files/harnessing_waterpoint_data_to_improve_drinking_waterservices_-_white_paper.pdf.
- ⁴⁸ Available at: <https://www.ib-net.org/>.
- ⁴⁹ Available at: <https://sfd.susana.org/>.
- ⁵⁰ Africa Water Sector and Sanitation Monitoring and Reporting is available at: <http://www.africanawat-sanreports.org/IndicatorReporting/home>.
- ⁵¹ Available at: <http://mics.unicef.org/>.
- ⁵² Available at: <https://dhsprogram.com/>.
- ⁵³ Open Contracting Data Standard, “Documentation,” <http://standard.open-contracting.org/latest/en/>.
- ⁵⁴ WHO, “UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-water (GLAAS),” https://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/investments/glaas/en/.
- ⁵⁵ Dr. Kerstin Danert, *Effective Joint Sector Reviews for Water, Sanitation and Hygiene (WASH)* (The World Bank, Water and Sanitation Program (WSP), 27 Jan. 2017) ii, <http://skat.ch/wp-content/uploads/2017/01/1-757-3-1463486911.pdf>.
- ⁵⁶ Note JSRs are not always carried out properly. See Dr. Kerstin Danert, *Effective Joint Sector Reviews for Water, Sanitation and Hygiene (WASH)*.